



2024

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL**

1^{er} SEMESTRE

SOMMAIRE

<i>Attestation de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel.....</i>	<i>p 2</i>
<i>Rapport semestriel d'activité.....</i>	<i>P 4</i>
<i>Rapport général des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle...p</i>	<i>11</i>
<i>Etats financiers consolidés.....</i>	<i>p 15</i>



**ATTESTATION DE LA PERSONNE
PHYSIQUE RESPONSABLE DU
RAPPORT**

1^{er} SEMESTRE 2024

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

DocuSigned by:
Martin THOMAS
4CE1450AA42548E...

Le 25 juillet 2024
Le Président du Conseil d'Administration
Martin Thomas



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1^{er} SEMESTRE 2024

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 25 JUILLET 2024**

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS
2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2024
3. RESULTATS GROUPE MOBILIZE FINANCIAL SERVICES
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION POUR LE
SECOND SEMESTRE

Les données comparatives au 30 juin 2024 s'entendent par rapport au 30 juin 2023 et portent sur une période de 6 mois.

1. FAITS MARQUANTS

- Dans un contexte favorable de hausse des immatriculations du marché, le premier semestre 2024 est impacté par un léger recul de la part de marché de l'Alliance et la poursuite de l'évolution des taux de marché.

- Hausse du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 210 324, en hausse de +2,7% :
 - Hausse des immatriculations de l'Alliance (+3,2%),
 - Amélioration de la performance commerciale VN (+1,4 pt de TI VN à 51,7%),
 - Baisse de la performance commerciale VO (-3 487 dossiers, soit -6,9%)

- Hausse de la contribution commerciale à 290,5 Meur (+33,1%).

- Diminution de -59,6 Meur du résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France à 28,3 Meur à fin juin 2024 (0,32% de l'APM).

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2024

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en hausse de +4,1% par rapport à fin juin 2023, avec 1,124 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 213 757 immatriculations, en hausse de +7,4%. La part de marché progresse de +0,6 points à 19,0%.

Les ventes de Dacia représentent 77 134 immatriculations, en diminution de -5,3% par rapport à l'année dernière. La part de marché diminue de -0,7 point à 6,9%.

20 565 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en diminution de -9,2% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque diminue de -0,3 point à +1,8%.

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France s'analyse comme suit :

▪ En VN Renault,

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 113 827, en hausse de +11,7% par rapport à 2023. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 53,3%, en hausse de +2,0 points par rapport au premier semestre 2023.

- Diac (61 189 dossiers contre 54 030 au 1^{er} semestre 2023)
- Diac Location (52 638 dossiers contre 47 844 au 1^{er} semestre 2023)

- **En VN Nissan**, les financements sont en baisse de -3,0% avec 8 252 dossiers réglés, pour un taux de pénétration en hausse de +2,6 points à 40,1%.
- **L'activité VN Dacia** est en diminution de -6,3% avec une baisse de -0,6 point du taux d'intervention VN à 52,3 % à fin juin 2024.
- **L'activité VO** est en baisse de -6,9% par rapport au 1^{er} semestre 2023 avec 47 281 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2024.
- Les **financements aux réseaux** affichent un encours productif moyen de 3,95 Mrds (hors affacturage), en diminution de -9,6% par rapport au 1^{er} semestre 2024.

3. RESULTATS

Groupe Mobilize Financial Services France – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France s'établit à fin juin 2024 à 28,3 Meur, en diminution de -59,6 Meur par rapport à fin juin 2023. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services en baisse de -3,2 Meur :**

Essentiellement :

- la marge brute hors service Réseau diminue de -1,8 Meur ;
- la marge brute hors service Clientèle baisse de -1,4 Meur (-30 pb exprimée en pourcentage des encours productifs moyens), principalement du fait de la répercussion tardive de l'augmentation du coût de refinancement sur les taux clients.

- **Une augmentation de +4,8 Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- une diminution de la sinistralité ;
- un effet positif du Plan d'action Diac Location sur les plus-values de cession +2,1Meur ;
- ces effets positifs étant partiellement compensés par une diminution du montant des participations bénéficiaires (-8,4 Meur) principalement liée à la non prise en compte des participations bénéficiaires Axa en l'absence de communication de l'estimation de leur montant par l'assureur.

- **Autres du PNB en hausse de +4,8 Meur :**

Essentiellement dû à la comptabilisation d'une prime de volume Diac Location de +5,0 Meur.

- **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -28,9 Meur :**

Essentiellement :

- une hausse des coûts de distribution étalés -14,0 Meur liée à une augmentation des CDD générés en 2023, entraînant une augmentation de l'étalement constaté en 2024 ;
- une hausse des coûts de distribution non étalables -14,9 Meur principalement liée à la suspension de l'accord de marge depuis le 1^{er} janvier 2024.

- **Un coût du risque en forte dégradation -29,9 Meur :**

1) Activité clientèle : effet défavorable de -27,5 Meur :

Essentiellement :

- la mise à jour du forward looking statistique : -15,1 Meur ;
- l'actualisation de la LGD : -10,4 Meur ;
- une détérioration des probabilités de défaut (PD) : -10,2 Meur ;
- l'augmentation des abandons de créances : -5,2 Meur ;
- la revue des provisions individuelles des entreprises : +6,9 Meur, l'année 2023 ayant été négativement impactée par l'expertise sur Atalian ;
- la mise à jour du forward looking sectoriel : +4,4 Meur ;
- la reprise partielle de la provision inflation : +2,8 Meur.

2) Activité Financement réseaux : effet défavorable de -2,4 Meur :

Essentiellement en lien avec la mise à jour du forward looking statistique (impact de -2,2 Meur sur le premier semestre 2024 contre +0,1 Meur sur le premier semestre 2023, soit une variation annuelle de -2,4 Meur).

- **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -7,1 Meur** qui s'explique par une évolution combinée :
 - Frais de personnel -4,2 Meur, dont -1,6 M€ sur le poste participation et intéressement lié au sous-provisionnement de l'intéressement 2023 ;
 - Frais administratifs -5,9 Meur, notamment en lien avec les coûts du projet Front Unique ;
 - Arrêt de la contribution au Fonds de Résolution Unique générant une économie de +2,6 Meur.

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2024 s'est déroulé dans contexte de marché relativement favorable (hausse de +4,1%) mais impacté par la poursuite de l'évolution des taux de marché.

Dans ce marché, les immatriculations de l'Alliance ont enregistré une augmentation un peu moins importante, entraînant un léger recul de la part de marché (28% à fin S1 2024, soit -0,2 pt par rapport à fin juin 2023). Mais 2024, et en particulier le premier semestre, est surtout marqué par une forte actualité produit de l'Alliance avec le lancement de nouveaux véhicules.

Afin de sécuriser le positionnement de l'ensemble de la gamme véhicules, mais aussi compte tenu des incertitudes toujours présentes sur les taux de marché, il conviendra de poursuivre sur le second semestre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1^{er} semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants, tout en continuant d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.



RAPPORT GÉNÉRAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE
1^{er} SEMESTRE 2024



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Forvis Mazars S.A.
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024
DIAC S.A.
14 avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Forvis Mazars S.A.
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.

14 avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand
RCS : Bobigny 702 002 221

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



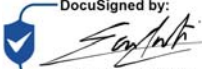
II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.


Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2024
KPMG S.A.

Paris La Défense, le 30 juillet 2024
Forvis Mazars S.A.

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich Sarfati
Associé

Signé par :

65239A6437884C1...

Anne Veaute
Associée



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1^{er} SEMESTRE 2024

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	19
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	20
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	21
APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	21
FAITS MARQUANTS	21
REGLES ET METHODES COMPTABLES	22
ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.....	30
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	34

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2024	12/2023
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 597	4 751
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	19 810	18 141
Actifs d'impôts courants	5	17	29
Actifs d'impôts différés	5	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	5	119	106
Comptes de régularisation et actifs divers	5	830	748
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	338	378
Immobilisations corporelles et incorporelles		16	16
TOTAL ACTIF		25 728	24 170

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2024	12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	17 450	15 680
Dettes envers la clientèle	6.2	93	84
Dettes représentées par un titre	6.3	4 413	4 685
Passifs d'impôts courants	7	12	3
Passifs d'impôts différés	7	450	489
Dettes fiscales hors impôts courants	7	3	8
Comptes de régularisation et passifs divers	7	542	507
Provisions	8	47	50
Dettes subordonnées	10	10	11
Capitaux propres		2 708	2 653
<i>- Dont capitaux propres part du groupe</i>		2 708	2 653
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		415	415
<i>Réserves consolidées et autres</i>		2 243	2 085
<i>Gains ou pertes latents</i>		(3)	(4)
<i>Résultat de l'exercice</i>		53	157
TOTAL PASSIF		25 728	24 170

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2024	06/2023	12/2023
Intérêts et produits assimilés	16	566	402	899
Intérêts et charges assimilées	17	(489)	(308)	(741)
Commissions (Produits)	18	195	192	380
Commissions (Charges)	18	(102)	(102)	(201)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		2	2	4
Produits des autres activités	19	100	96	209
Charges des autres activités	19	(85)	(72)	(150)
PRODUIT NET BANCAIRE		187	210	400
Charges générales d'exploitation	20	(104)	(97)	(182)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(5)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		80	110	213
Coût du risque	21	(52)	(22)	(36)
RESULTAT D'EXPLOITATION		28	88	177
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		0	0	
RESULTAT AVANT IMPOTS		28	88	177
Impôts sur les bénéfices	22	25	(52)	(20)
RESULTAT NET		53	36	157
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère		53	36	157
Résultat net par action (1) et en euros		0,55	0,38	1,63
Résultat net dilué par action et en euros		0,55	0,38	1,63

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
RESULTAT NET	53	36	157
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	1	0	(2)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>(2)</i>
Autres éléments du résultat global	1	0	(2)
RESULTAT GLOBAL	54	36	155
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère	54	36	155

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2022	415	0	2 067	0	(2)	90	2 570	0	2 570
Résultat de la période avant affectation						36	36		36
Résultat global de la période						36	36		36
Affectation du résultat de l'exercice précédent			90			(90)			
Distribution de la période			(72)				(72)		(72)
Capitaux propres au 30 juin 2023	415	0	2 085	0	(2)	36	2 534	0	2 534
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(2)		(2)		(2)
Résultat de la période avant affectation						121	121		121
Résultat global de la période					(2)	121	119		119
Capitaux propres au 31 décembre 2023	415	0	2 085	0	(4)	157	2 653	0	2 653
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					1		1		1
Résultat de la période avant affectation						53	53		53
Résultat global de la période					1	53	54		54
Affectation du résultat de l'exercice précédent			157			(157)			
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1		1
Capitaux propres au 30 juin 2024	415	0	2 243	0	(3)	53	2 708	0	2 708

(1) A fin juin 2024, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque S.A.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Résultat net	53	36	157
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	5
Dotations nettes aux provisions	28	0	(11)
Produits et charges d'impôts différés	(39)	(13)	(23)
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(3)	(2)	(4)
Capacité d'autofinancement	42	24	124
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(41)	(286)	(145)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(52)	(298)	(178)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	431	(58)	907
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	136	(47)	(178)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	295	(11)	1 085
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 652)	(1 107)	(1 047)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 661)	(1 120)	(1 057)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	9	13	10
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(210)	(85)	(182)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(269)	8	207
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	59	(93)	(389)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 431)	(1 250)	(322)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(1 430)	(1 512)	(343)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(2)	(3)	(8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(2)	(3)	(8)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	0	(72)	(72)
- Dividendes versés	0	(72)	(72)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	0	(72)	(72)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(2)	(2)	0
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(1 434)	(1 589)	(423)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(77)	346	346
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(77)	346	346
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(1 511)	(1 243)	(77)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	319	363	335
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(1 830)	(1 606)	(412)
Variation de la trésorerie nette	(1 434)	(1 589)	(423)

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance Renault - Nissan.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe DIAC S.A. au 30 juin 2024 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 30 juin 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2024 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France, pour l'année 2023, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 Mars 2024 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2024.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€) sauf indication contraire.

FAITS MARQUANTS

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2024 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2023.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services France arrêtés au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et selon la recommandation de l'ANC 2022-01 au 30 juin 2024 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2024.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2024

Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants
Amendement IFRS 16	Passif de location dans le cadre d'une cession-bail
Amendements IAS 7	Entente de financement de fournisseurs

L'application de ces amendements n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne	Date d'application selon l'IASB
---	---------------------------------

Amendement IAS 21	Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2025
Amendement IFRS 9/17	Classement et évaluation des instruments financiers	1er janvier 2026
IFRS 18	Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1er janvier 2027
IFRS 19	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public	1er janvier 2027

Le Groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des amendements à IAS 21, IFRS 9 et IFRS 7 et est en train d'étudier les impacts d'IFRS 18.

B. Estimations et jugements

➤ Forward Looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises).

Les secteurs actuellement considérés comme à très haut risque dans la perspective sectorielle sont la construction le textile-habillement et le secteur du papier.

Le montant de la provision sectorielle s'élève à 4,3M€ au 30 juin 2024, soit une baisse de 5,4M€ par rapport à décembre 2023.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- **Scénario « Stability »** : Stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- **Scénario « Baseline »** : Utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les projections sont basées sur des données macro-économiques utilisées dans le cadre du dispositif ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) de l'institution datant de septembre 2023. Cela permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les portefeuilles disposant de modèles ;
- **Scénario « Adverse »** : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées utilisées dans l'ICAAP amenant à des ECL plus élevés.

Les différents scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance ce qui permet ainsi de calculer une provision Forward Looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario Stability).

Tous les indicateurs macroéconomiques ci-dessous sont pondérés par les marchés de Mobilize Financial Services France et sont basés sur les prévisions de la BCE de mars 2024.

L'inflation devrait nettement diminuer, atteignant en moyenne annuelle 2,1% en 2024, puis 1,7 % en 2025 et 2026, grâce à la baisse des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés.

L'activité économique progresserait modérément en 2024, la consommation des ménages profitant néanmoins de l'augmentation du pouvoir d'achat due à la diminution de l'inflation. En 2025 et 2026, la croissance s'intensifierait, soutenue par la reprise de l'investissement privé à mesure que les taux d'intérêt se détendraient.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume devrait s'établir à 0,7% en 2024, avant de se renforcer à 1,3% en 2025 et 1,7% en 2026.

Le taux de chômage devrait rester relativement stable au cours des trois prochaines années, à environ 7,8% en moyenne. Cependant, l'évaluation générale d'une situation tendue sur le marché du travail demeure pertinente.

Globalement, les indicateurs macroéconomiques restent relativement stables par rapport à la provision « forward looking » précédente.

L'instabilité politique pourrait avoir un impact potentiel sur la situation économique, d'où le poids du scénario de « Baseline » et des scénarios « Adverse » est reconsidéré par rapport aux prévisions précédentes.

Clientèle et réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2023			FL Scénario Poids – Juin 2024			Variance		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
	France	0,35	0,55	0,10	0,30	0,50	0,20	-0,05	-0,05

Evolution des paramètres de calcul de la provision forward looking statistique réalisée au 30 juin 2024 :

- Activité financement clientèle

À la suite des changements de pondérations des différents scénarios, la provision forward looking statistique Clientèle s'établit à 35,3M€ à fin juin 2024, contre 27,9M€ à fin décembre 2023.

- Activité financement réseaux :

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

À la suite de ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique Réseaux s'établit à 2,2M€ à fin juin 2024 contre 0,03M€ en décembre 2023.

Sensibilité du Forward Looking statistique versus décembre 2023 :

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 22M€.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Baseline conduirait à une augmentation de 9M€ de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Adverse conduirait à une augmentation de 45M€ de cette provision.

Forward looking total : Activité financement Clientèle et Réseaux :

Approche statistique : 37,5M€ à fin juin 2024 contre 27,9M€ à fin décembre 2023.

Approche sectorielle : 4,3M€ à fin juin 2024 contre 9,7M€ à fin décembre 2023.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 41,8M€ contre 37,6M€ à fin décembre 2023.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	06/2024
France	16	13	11	2			42

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
France	22	13	3				38

➤ **Provisions au dire d'expert**

Un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'allocation d'une exposition dans les buckets 1 et 2, ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en cinq catégories : risque de crédit relatif aux clients identifiés comme fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur contrepartie entreprise, paramètres de risque (non-adéquation statistique), à dire d'expert.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	06/2024
Risque relatif aux clients fragiles	1						1
Risque relatif à l'inflation	5						5
Risque individuel sur contrepartie entreprise		2					2
Risque de non-adéquation statistique	(2)	0					(1)
Provisions à dire d'expert			(10)	(0)	(0)		(10)
Total	3	3	(10)	(0)	(0)		(4)

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
Risque relatif aux clients fragiles	1						1
Risque relatif à l'inflation	9						9
Risque individuel sur contrepartie entreprise		2					2
Risque de non-adéquation statistique	(2)	0					(1)
Provisions à dire d'expert			(8)	0	0	(1)	(8)
Total	10	2	(8)	0	0	(1)	3

Provision Clientèle

Risque relatif aux clients fragiles

Les clients fragiles doivent être identifiés par la mise en œuvre d'un arbre de décision et/ou par la mise en place d'un modèle de score. Lorsque l'identification des clients est réalisée, il convient d'établir la sévérité de la difficulté pour définir les actions associées à cette sévérité. Une provision d'expertise additionnelle doit être appliquée aux clients fragiles de sévérité élevée et moyenne classés en Bucket 1.

Risque relatif à l'inflation

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux moyen de provisionnement des Bucket 1 et Bucket 2.

Cette expertise a été revue à la baisse du fait de la baisse structurelle de l'inflation et des coûts de l'énergie durant l'année 2023 et elle fait l'objet d'une reprise progressive au cours de l'exercice 2024.

Risque individuel sur contrepartie entreprise

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises réalisées à partir d'un seuil minimum d'encours.

Risque de non-adéquation statistique

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles. La variation est ainsi principalement due à une expertise négative en anticipation d'un changement de méthodologie dans le calcul des paramètres de risque prévu fin 2024.

Autres provisions à dire d'expert

Les expertises de ce type sont liées à la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. En effet, suite au passage à la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients restent systématiquement en défaut. Cela est lié à la rétention en B3 du fait de la période probatoire de 3 mois une fois que le client n'a plus d'arriéré.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2024 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2023.

Provision Réseau

En ce qui concerne la partie réseau un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'ECL calculé s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés.

La variation entre décembre 2023 et juin 2024 est expliquée notamment par l'évolution des provisions d'expertise.

C. Changements de présentation

Au 30 juin 2024, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

Appétit pour le risque : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration.

Refinancement : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.

Réserve de liquidité : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier.

Prix de transfert : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.

Scénarios de stress : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

Plan d'urgence : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

La qualité de portefeuille crédit (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenu à 2.8% des encours clientèles (hors Réseau) en défaut en juin 2024, en baisse de 6 points de base par rapport à décembre 2023. Les encours en défaut suivent la croissance de l'encours total depuis décembre 2023.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

Environnement macroéconomique

Le maintien des politiques monétaires restrictives menées par les banques centrales a permis de réduire les niveaux d'inflation tout en préservant la croissance. Considérant les perspectives d'inflation sous contrôle, la BCE a réduit ses taux directeurs de 25 points de base en juin 2024. Les autres banques centrales ont préféré attendre la publication d'indicateurs économiques supplémentaires avant d'infléchir leur politique monétaire. La fin du premier semestre a été marquée par un mouvement temporaire d'aversion au risque, provoqué par la montée des risques politiques et budgétaires en Europe, en raison notamment de l'organisation d'élections législatives en France suite à la dissolution surprise de l'Assemblée nationale.

Aux Etats-Unis, l'inflation a repris une trajectoire haussière au premier trimestre 2024 passant de 3,1% en janvier à 3,5% en mars et a surpris d'autant plus négativement les marchés que son niveau dépassait les prévisions des analystes. La croissance économique a ralenti à 1,3% sur la même période après avoir atteint 3,4% au dernier trimestre 2023 et ressort en dessous des prévisions attendues à 2,5%. En conséquence, la FED a durci progressivement sa communication indiquant que des taux élevés seraient maintenus aussi longtemps que nécessaire afin d'assurer un retour de l'inflation à un niveau proche de l'objectif de 2%. Ces éléments ont entraîné une révision des anticipations de baisses de taux par les marchés. Ceux-ci anticipaient en début d'année une baisse des taux de 150bps en 2024, anticipations revues à 50 bp à fin juin. Les données économiques du deuxième trimestre semblent plus favorables (inflation baissant à 3,3% en mai et PCE à 2,6%), cependant la FED a indiqué souhaiter attendre la confirmation de cette tendance désinflationniste afin de pouvoir envisager le début de l'assouplissement monétaire.

En Europe, l'inflation a baissé de 2,9% fin 2023 à 2,4% en avril 2024 puis a légèrement augmenté à 2,5% en juin notamment du fait d'une inflation sur les services restant vigoureuse. La BCE a indiqué qu'elle jugeait l'inflation sous contrôle et a déclaré être optimiste quant à l'atteinte de l'objectif de 2% à moyen terme. La croissance économique a repris reprend en zone Euro et le PNB est revenu en zone positive à +0,4% au premier trimestre. L'Allemagne est sortie de la récession technique connue fin 2023. Jusqu'à mai, la BCE s'est montrée très prudente dans sa communication et s'est efforcée de tempérer les prévisions de baisses de taux attendues par le marché début janvier 2024 (-140bps de baisse en 2024 prévue début janvier). Début juin et pour la première fois depuis le début de la politique de resserrement monétaire entamée en juillet 2022, la BCE a baissé les taux de -25bps, plus rapidement que ses homologues américains et britanniques. L'institution n'a formulé aucune indication sur le timing ou l'éventualité d'autres baisses en 2024 et a revu à la hausse ses prévisions en anticipant une inflation en moyenne de 2,5 % en 2024, de 2,2 % en 2025 et de 1,9 % en 2026. Après cette première baisse, le marché anticipe deux baisses de -25bps en septembre et décembre 2024.

Au Royaume Uni, l'inflation a entamé une phase de fort recul au premier trimestre en baissant de 4% en janvier à 2% en mai et l'économie est repartie en légère croissance de 0,3% (-0,2% au dernier trimestre 2023). La BOE est restée très prudente dans ces communications, jugeant les niveaux d'inflation décevants au regard des prévisions réalisées par les analystes économiques notamment en raison d'une inflation persistante sur les services (5,9% en mai 2024). Le gouvernement a annoncé la tenue d'une élection générale le 4 juillet et a entraîné une révision des attentes du marché concernant le niveau de baisse des taux attendus en 2024. Fin juin, le marché espère deux baisses de -25bps en 2024 alors qu'il attendait -110bps en 2024 en début d'année.

Dans ce contexte de révision du rythme d'assouplissement monétaire par les banques centrales, les taux des emprunts d'État ont augmenté au cours du semestre. Les rendements des obligations allemandes à 2 ans ont augmenté de 44 points de base et s'établissent à 2,83 % fin juin contre 2,4 % fin 2023 (plus haut 3,08 % à la mi-juin). De même, les rendements des obligations allemandes à 10 ans ont progressé de 48 points de base pour atteindre 2,50 % fin juin contre 2,02 % début janvier (plus haut à 2,67 % à la mi-juin).

Les marchés actions ont continué de fortement performer au premier semestre 2024 atteignant des niveaux records avant de corriger à partir de mi-juin suite à l'annonce d'élections législatives anticipées en France. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +9,2% et +14.5% respectivement depuis le début de l'année. Après avoir atteint un point haut à 102 bp mi-janvier l'indice IBOXX Corporate Bond Euro a connu un léger resserrement, passant de 91 bp fin 2023 à 87bps fin juin.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2024
Encours productif moyen	13 580	3 945		17 525
Produit net bancaire	157	30		187
Résultat brut d'exploitation	59	21		80
Résultat d'exploitation	9	19		28
Résultat avant impôts	9	19		28

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2023
Encours productif moyen	12 301	4 363		16 664
Produit net bancaire	176	34		210
Résultat brut d'exploitation	89	21		110
Résultat d'exploitation	66	22		88
Résultat avant impôts	66	22		88

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Encours productif moyen	12 680	4 243		16 923
Produit net bancaire	336	64		400
Résultat brut d'exploitation	168	45		213
Résultat d'exploitation	129	48		177
Résultat avant impôts	129	48		177

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Créances à vue sur les établissements de crédit	319	335
Comptes ordinaires débiteurs	319	335
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 278	4 416
Comptes et prêts à terme sains	4 274	4 411
Créances rattachées	4	5
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 597	4 751
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 278</i>	<i>4 415</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 313 M€ au 30 juin 2024 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Prêts et créances sur la clientèle	19 810	18 141
Opérations avec la clientèle	8 175	7 108
Opérations de location financière	11 635	11 033
Opérations de location opérationnelle	338	378
Total opérations avec la clientèle et assimilées	20 148	18 519

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 97M€ au 30 juin 2024 contre 89M€ au 31 décembre 2023. Elle est dépréciée à hauteur de 33M€ au 30 juin 2024 contre 31M€ au 31 décembre 2023.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Créances sur la clientèle	8 201	7 112
Affacturage sain	338	154
Affacturage dégradé depuis l'origination	86	3
Autres crédits à la clientèle saines	7 216	6 368
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	219	216
Comptes ordinaires débiteurs sains	200	228
Créances en défaut	142	143
Créances rattachées sur clientèle	7	6
Autres crédits à la clientèle en non défaut	7	6
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	100	111
Etalement des frais de dossiers et divers	(1)	(2)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(14)	(13)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	115	126
Dépréciation des créances sur la clientèle	(133)	(121)
Dépréciation sur créances saines	(23)	(17)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(19)	(16)
Dépréciation des créances en défaut	(91)	(88)
Total net des créances sur la clientèle	8 175	7 108

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Créances sur opérations de location financière	11 841	11 126
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	10 358	9 604
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 203	1 250
Créances en défaut	280	272
Créances rattachées sur opérations de location financière	1	6
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	1	6
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	37	127
Etalement des frais de dossiers et divers	30	36
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(321)	(228)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	328	319
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(244)	(226)
Dépréciation sur créances saines	(46)	(46)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(45)	(49)
Dépréciation des créances en défaut	(153)	(131)
Total net des créances sur opérations de location financière	11 635	11 033

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Immobilisations données en location	331	373
Valeur brute des immobilisations données en location	746	768
Amortissements sur immobilisations données en location	(415)	(395)
Créances sur opérations de location opérationnelle	12	11
Créances saines et dégradées depuis l'origine	11	8
Créances en défaut	1	3
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(5)	(6)
Dépréciation des créances en défaut	(1)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(4)	(5)
Total net des opérations de location opérationnelle	338	378

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2024
Valeur brute	15 110	5 208	212	20 530
Créances saines	13 206	5 171	211	18 588
<i>En % du total des créances</i>	87,4%	99,3%	99,5%	90,5%
Créances dégradées depuis l'origination	1 482	37		1 519
<i>En % du total des créances</i>	9,8%	0,7%		7,4%
Créances en défaut	422		1	423
<i>En % du total des créances</i>	2,8%		0,5%	2,1%
Dépréciation	(373)	(7)	(2)	(382)
Dépréciation créances saines	(64)	(7)	(2)	(73)
<i>En % du total des dépréciations</i>	17,2%	100,0%	100,0%	19,1%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(64)			(64)
<i>En % du total des dépréciations</i>	17,2%			16,8%
Dépréciation créances en défaut	(245)			(245)
<i>En % du total des dépréciations</i>	65,7%			64,1%
Taux de couverture	2,5%	0,1%	0,9%	1,9%
<i>Créances saines</i>	0,5%	0,1%	0,9%	0,4%
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	4,3%			4,2%
<i>Créances en défaut</i>	58,1%			57,9%
Total des valeurs nettes (*)	14 737	5 201	210	20 148
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	25	432	82	539

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Valeur brute	14 346	4 287	239	18 872
Créances saines	12 489	4 249	237	16 975
<i>En % du total des créances</i>	87,1%	99,1%	99,2%	89,9%
Créances dégradées depuis l'origination	1 448	31		1 479
<i>En % du total des créances</i>	10,1%	0,7%		7,8%
Créances en défaut	409	7	2	418
<i>En % du total des créances</i>	2,9%	0,2%	0,8%	2,2%
Dépréciation	(345)	(6)	(2)	(353)
Dépréciation créances saines	(62)	(5)	(1)	(68)
<i>En % du total des dépréciations</i>	18,0%	83,3%	50,0%	19,3%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(64)	(1)		(65)
<i>En % du total des dépréciations</i>	18,6%	16,7%		18,4%
Dépréciation créances en défaut	(219)		(1)	(220)
<i>En % du total des dépréciations</i>	63,5%		50,0%	62,3%
Taux de couverture	2,4%	0,1%	0,8%	1,9%
<i>Créances saines</i>	0,5%	0,1%	0,4%	0,4%
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	4,4%	3,2%		4,4%
<i>Créances en défaut</i>	53,5%		50,0%	52,6%
Total des valeurs nettes (*)	14 001	4 281	237	18 519
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	1	126	113	240

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Une revue de la provision Forward Looking Sectorielle a été réalisée en juin 2024. Cette partie sectorielle qui couvre des segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque – et pour lesquels une analyse individuelle n’était pas envisageable – porte sur 493 M€ d’encours, sans que leur classement en stage 1 ne soit affecté. Ces encours sont désormais couverts à fin juin 2024 par un stock de provision de 4,3M€, soit une reprise de 5,4M€ vs fin décembre 2023, expliquée par une révision de la liste des secteurs à risque entraînant la diminution des expositions et par un et par un changement de pondération du bucket 2 dans la détermination du taux de couverture à appliquer.

Sur l’activité clientèle, les taux de provisionnement des buckets 1 et 2 sont stables entre fin décembre 2023 et fin juin 2024. Le taux de provisionnement du bucket 3 est en hausse avec 53,5% à fin décembre 2023 contre 58,1% à fin juin 2024. Cela s’inscrit dans un contexte de gel des paramètres de risque sur la base des données de décembre 2023.

Sur l’activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable, le taux de couverture du bucket 2 est à 0% à fin juin 2024 contre 3,2% à fin décembre 2023. Cette amélioration est liée principalement à l’évolution positive de la distribution des encours par classe de risque. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 0% à fin juin 2024 et décembre 2023.

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2024
Dépréciation sur créances saines (*)	68	4	(2)		8	(5)	73
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	65				(1)		64
Dépréciation des créances en défaut	220		(4)		29		245
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	353	4	(6)		36	(5)	382

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Créances d'impôts et taxes fiscales	137	136
Actifs d'impôts courants	17	29
Actifs d'impôts différés	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	119	106
Comptes de régularisation et actifs divers	830	748
Autres débiteurs divers	617	557
Comptes de régularisation actif	11	4
Valeurs reçues à l'encaissement	202	187
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	967	884
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>359</i>	<i>374</i>

Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

6.1 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Dettes à vue envers les établissements de crédit	1 830	412
Comptes ordinaires créditeurs	1 520	267
Autres sommes dues	307	144
Dettes rattachées	3	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	15 620	15 268
Comptes et emprunts à terme	15 355	15 058
Dettes rattachées	265	210
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	17 450	15 680
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>17 142</i>	<i>15 535</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Comptes créditeurs de la clientèle	74	66
Comptes ordinaires créditeurs	74	66
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	19	18
Autres sommes dues à la clientèle	12	11
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	7	7
Total des dettes envers la clientèle (*)	93	84
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	7	4

6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Titres de créances négociables (1)	29	150
Certificats de dépôt	29	150
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 384	4 535
Autres dettes représentées par un titre	4 380	4 530
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	4	5
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 413	4 685
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	2 700	2 556

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Dettes d'impôts et taxes fiscales	465	500
Passifs d'impôts courants	12	3
Passifs d'impôts différés	450	489
Dettes fiscales hors impôts courants	3	8
Comptes de régularisation et passifs divers	542	507
Dettes sociales	39	48
Autres créditeurs divers	204	163
Comptes de régularisation passif	141	156
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	158	136
Comptes d'encaissement		4
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 007	1 007
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	178	113

Le poste autres créditeurs divers intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 8 : Provisions

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	13	6		(9)	2	12
Provisions sur engagement par signature	6	6		(7)	2	7
Autres provisions	7			(2)		5
Provisions sur opérations non bancaires	37	2	(3)		(1)	35
Provisions pour engagements de retraite et ass.	26	1	(1)		(1)	25
Provisions pour restructurations	7		(2)			5
Provisions pour risques fiscaux et litiges		1				1
Autres provisions	4					4
Total des provisions	50	8	(3)	(9)	1	47

(*) Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

MFSF fait périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	353	86	(35)	(17)	(5)	382
Opérations avec la clientèle	353	86	(35)	(17)	(5)	382
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	68	29	(2)	(17)	(5)	73
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	65	18	(19)			64
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	220	39	(14)			245
Provisions sur opérations bancaires	6	6		(7)	2	7
Provisions sur engagement par signature	6	6		(7)	2	7
Total couverture des risques de contreparties	359	92	(35)	(24)	(3)	389

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 10 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Titres participatifs	10	11
Total des dettes subordonnées	10	11

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2024
Actifs financiers	6 216	7 143	11 011	37	24 407
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 590	467	2 540		4 597
Prêts et créances sur la clientèle	4 626	6 676	8 471	37	19 810
Passifs financiers	6 145	4 953	10 859	9	21 966
Dettes envers les établissements de crédit	5 861	4 008	7 581		17 450
Dettes envers la clientèle	93				93
Dettes représentées par un titre	191	944	3 278		4 413
Dettes subordonnées		1		9	10

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Actifs financiers	5 833	5 839	11 179	41	22 892
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 553	167	3 031		4 751
Prêts et créances sur la clientèle	4 280	5 672	8 148	41	18 141
Passifs financiers	5 612	4 351	10 486	11	20 460
Dettes envers les établissements de crédit	5 157	3 797	6 726		15 680
Dettes envers la clientèle	84				84
Dettes représentées par un titre	371	554	3 760		4 685
Dettes subordonnées				11	11

**Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs**

En millions d'euros - 30/06/2024	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	24 407		4 597	19 690	24 287	(120)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 597		4 597		4 597	
Prêts et créances sur la clientèle	19 810			19 690	19 690	(120)
Passifs financiers	21 966	10	21 983		21 993	(27)
Dettes envers les établissements de crédit	17 450		17 450		17 450	
Dettes envers la clientèle	93		93		93	
Dettes représentées par un titre	4 413		4 440		4 440	(27)
Dettes subordonnées	10	10			10	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	22 892		4 751	18 002	22 753	(139)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 751		4 751		4 751	
Prêts et créances sur la clientèle	18 141			18 002	18 002	(139)
Passifs financiers	20 460	11	20 528		20 539	(79)
Dettes envers les établissements de crédit	15 680		15 744		15 744	(64)
Dettes envers la clientèle	84		84		84	
Dettes représentées par un titre	4 685		4 700		4 700	(15)
Dettes subordonnées	11	11			11	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux derniers taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers
- La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2022 et au 30 juin 2023 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2024	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	588		588		438		150
Créances de financements Réseau (1)	588		588		438		150

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	275		275		273		2
Créances de financements Réseau (1)	275		275		273		2

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 588 M€ à celles du groupe Renault Retail Group en 2024, contre 275M€ à fin décembre 2023. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 438 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Engagements en faveur de la clientèle	1 693	1 656
Total des engagements donnés	1 693	1 656

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2024	12/2023
Engagements de financement	340	
Engagements reçus d'établissements de crédit	340	
Engagements de garantie	10 104	9 424
Engagements reçus d'établissements de crédit	13	11
Engagements reçus de la clientèle	664	660
Engagements de reprise reçus	9 427	8 753
Total des engagements reçus (*)	10 444	9 424

(*) Dont entreprises liées

5 174

4 434

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France amène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Intérêts et produits assimilés	710	533	1 167
Opérations avec les établissements de crédit	122	81	190
Opérations avec la clientèle	206	182	386
Opérations de location financière	365	261	569
Intérêts courus et échus des instruments financiers	17	9	22
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(144)	(131)	(268)
Opérations avec la clientèle	(34)	(39)	(75)
Opérations de location financière	(110)	(92)	(193)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	566	402	899

(*) Dont entreprises liées

177

123

271

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Entre juin 2023 et juin 2024, Les intérêts et produits assimilés ont augmenté en raison d'une activité commerciale croissante et d'une hausse globale des taux.

Note 17 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	(382)	(230)	(564)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(15)	(15)	(33)
Charges sur dettes représentées par un titre	(92)	(63)	(143)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(489)	(308)	(741)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(397)</i>	<i>(254)</i>	<i>(613)</i>

Note 18 : Commissions

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Produits sur commissions	195	192	380
Commissions sur activités de services	48	39	83
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	72	71	134
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	59	61	124
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	16	21	39
Charges sur commissions	(102)	(102)	(201)
Commissions	(2)	(1)	(2)
Commissions sur les activités de services	(38)	(38)	(74)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(4)	(3)	(8)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(48)	(49)	(97)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(10)	(11)	(20)
Total des commissions nettes (*)	93	90	179
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>39</i>	<i>36</i>	<i>74</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 19 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	99	96	199
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	52	47	92
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	1	4	7
Opérations de location opérationnelle	46	48	95
Autres produits d'exploitation bancaire	1	1	12
dont reprise de provisions pour risques bancaires			1
Autres charges d'exploitation bancaire	(85)	(70)	(144)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(41)	(38)	(79)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles		(1)	(1)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(6)	10	16
Opérations de location opérationnelle	(35)	(37)	(73)
Autres charges d'exploitation bancaire	(3)	(5)	(8)
Autres produits et charges d'exploitation	1	(2)	4
Autres produits d'exploitation	1		10
Autres charges d'exploitation		(2)	(6)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	15	24	59
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Frais de personnel	(58)	(52)	(108)
Rémunération du personnel	(20)	(19)	(38)
Charges de retraites et assimilées	(7)	(6)	(11)
Autres charges sociales	(25)	(25)	(53)
Autres charges de personnel	(6)	(2)	(6)
Autres frais administratifs	(46)	(45)	(74)
Impôts et taxes hors IS	(10)	(13)	(12)
Loyers	(2)	(2)	(3)
Autres frais administratifs	(34)	(30)	(59)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(104)	(97)	(182)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>41</i>	<i>40</i>	<i>94</i>

Effectif moyen en nombre	06/2024	06/2023	12/2023
Financements et services en France	1 154	1 827	1 852
Total Groupe MFSF	1 154	1 827	1 852

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Coût du risque sur financement clientèle	(50)	(23)	(39)
Dotations pour dépréciation	(84)	(60)	(118)
Reprises de dépréciation	56	54	114
Pertes sur créances irrécouvrables	(32)	(24)	(51)
Récupérations sur créances amorties	10	7	16
Coût du risque sur financement des Réseaux	(2)	1	3
Dotations pour dépréciation	(4)	(1)	(2)
Reprises de dépréciation	2	2	6
Pertes sur créances irrécouvrables			(1)
Total du coût du risque	(52)	(22)	(36)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin juin 2024, le total coût du risque s'établit à 52 millions d'euros dont 50 M€ sur le financement clientèle (soit 0,73% des Actifs Productifs Moyens) et une dotation de 2 M€ (soit 0,10 % des Actifs Productifs Moyens) sur le financement réseau.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-50 M€), les principaux mouvements intervenus au cours du premier semestre 2024 sont :

- Une augmentation nette de provision de 28 M€ sur les encours du bucket 1, 2 et 3 ;
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération de 22 M€.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation nette de 2 M€.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2024	06/2023	12/2023
Impôts exigibles	(14)	(65)	(43)
Impôts courants sur les bénéfices	(14)	(65)	(43)
Impôts différés	39	13	23
Impôts différés	39	13	23
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	25	(52)	(20)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 0,00% au 30 juin 2024 contre 58,73% au 30 juin 2023 et 11,39% au 31 décembre 2023.

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -0,8 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Une augmentation des déficits fiscaux reportables imputée dans le résultat taxable de Diac Loc. et une absence d'impôt courant chez Diac (résultat taxable nul à fin juin) donne un crédit d'impôt de 25 M€.

A fin juin 2024, le groupe Diac constate un produit d'impôt de 25 M€ constitué de la charge d'impôt courant de Diac location pour un montant de 14 M€, de l'absence d'impôt courant lié au déficit fiscal reportable de Diac et la constatation d'un produit d'impôt différé de 39 M€.

Note 23 : Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture.